



📍 Zones de Santé (ZS) de Katoyi, Kirotshe, Masisi et Mweso

Territoire du Masisi

Province du Nord-Kivu, République Démocratique du Congo (RDC)

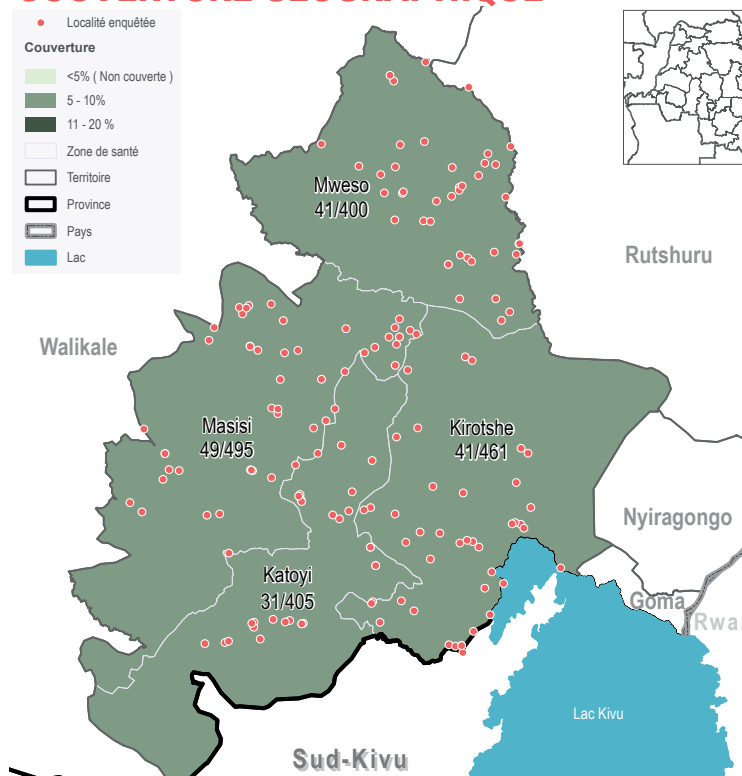
SYNTHÈSE ET DONNÉES CLÉS*

La situation dans le territoire du Masisi continuait à se dégrader depuis l'intensification du conflit en janvier 2024¹. Au cours du mois précédant la collecte de données, les IC ont rapporté la **présence de personnes déplacées internes (PDI)² au sein de 96% des localités évaluées**. Un choc a été rapporté dans plus de 90% des localités des ZS de Kirotshe (51/53) et de Masisi (59/64). Ces chocs étaient principalement liés aux conflits armés et avaient provoqué un départ de la population dans plus d'une majorité des localités évaluées (89% et 69% respectivement). Les IC interrogés ont rapporté que les besoins prioritaires pour les populations étaient la nourriture, les soins médicaux et l'accès à l'eau.

-  **92%** où des PDI vivaient en famille d'accueil (parmi les localités où la présence de PDI était rapportée)
-  **57%** où le harcèlement et les violences sexuelles étaient le principal risque auquel les femmes de 18 ans et plus étaient exposées
-  **55%** où la majorité des enfants n'avait pas accès à une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche
-  **50%** où la majorité de la population utilisait une source non-améliorée ou de l'eau de surface comme source d'eau principale pour boire
-  **82%** où moins de la moitié des ménages dans les localités évaluées avait accès à suffisamment de nourriture
-  **54%** où aucune assistance humanitaire n'a été reçue au cours des 6 mois précédant la collecte de données

*en % de localités évaluées, selon les informateurs clés

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



CONTEXTE

L'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. L'accès physique est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information dans ces zones, REACH a mis sur pied un suivi de la situation humanitaire (HSM) au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, au Tanganyika et en Ituri. Il a pour objectif de collecter des informations, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. L'ensemble des fiches d'information liées à ce projet, toutes disponibles sur le [Centre de ressources](#), donne un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé les plus affectées de ces provinces et de l'évolution dans le temps de ces besoins.

APERÇU DE L'ÉVALUATION

Le suivi de la situation humanitaire a pour but de collecter, d'analyser et de partager des informations sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité aux services essentiels et de renseigner les dynamiques de déplacement dans les zones de santé (ZS) évaluées.

Cette fiche présente les résultats de la collecte des données ayant eu lieu dans les ZS de Katoyi, Kirotshe, Masisi et Mweso du 12 au 29 mars, portant (sauf indication contraire) sur la période du mois précédant la collecte de données. Ces résultats se basent sur **430 enquêtes conduites auprès d'informateurs clés (IC) dans 204 localités réparties dans les 4 ZS sur le territoire du Masisi**. La méthodologie utilisée pour la collecte de données est dite "zone de connaissance". Elle consiste en des entretiens structurés avec des IC qui possèdent une connaissance approfondie et récente des localités renseignées. Plus d'informations sur la méthodologie sont disponibles en [page 8](#).

📌 NOTE À LA LECTURE

Les résultats, rapportés en % de localités évaluées, sont obtenus grâce aux informations des IC et doivent être considérés comme **indicatifs**. Sauf indication contraire, les résultats de chaque indicateur portent sur une **période de rappel de 30 jours précédant la collecte de données**. Les données présentées sous forme de cartes sont rapportées par ZS, tandis que celles sous forme de texte, graphiques et tableaux sont rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire).

¹ Comme décrit par REACH dans son [brief publié en février 2024](#), l'intensification des affrontements dans le territoire du Masisi au Nord-Kivu continue à provoquer des vagues de déplacements entraînant "une hausse dramatique des besoins et des vulnérabilités".

² Toutes les personnes ayant subi un déplacement forcé en raison d'une crise ou d'un choc et qui résident actuellement à l'intérieur de leur pays d'origine depuis moins de 18 mois.

Analyse comparative de la situation humanitaire entre **novembre 2023** et mars 2024

Une *évaluation du suivi de la situation humanitaire (HSM)* a été menée dans le territoire du Masisi en novembre dans les mêmes ZS, déjà prioritaires à cette période. Cette partie résume les principaux résultats obtenus en novembre 2023 et en mars 2024, afin de dégager des tendances, qui doivent être considérées comme indicatives du fait de la méthodologie utilisée.

Déplacements

Dans le territoire du Masisi, les IC interrogés avaient déjà rapporté la présence de PDI dans la quasi-totalité des localités évaluées en novembre 2023 (93%, contre 96% des localités évaluées en mars 2024). Il avait été rapporté que la communauté hôte était prête à assister les personnes déplacées aussi longtemps que nécessaire dans 59% des localités évaluées en novembre 2023. Ce pourcentage a augmenté, passant à 82% des localités évaluées en mars 2024, cela alors que l'impact des dernières arrivées importantes de PDI avait été rapporté comme étant fort sur les ressources alimentaires dans la quasi-totalité (99%) des localités en mars 2024, contre 79% en fin d'année 2023.

Sécurité alimentaire

En mars 2024, selon les IC, dans 82% des localités évaluées du territoire du Masisi, moins de la moitié des ménages avaient accès à suffisamment de nourriture, contre 80% en novembre 2023. En revanche, en mars 2024, il a été rapporté par les IC que très peu de ménages (moins de 25%) avaient accès à suffisamment de nourriture au sein de 13% de localités évaluées, contre 31% de localités évaluées en novembre 2023. Cela pourrait s'expliquer en partie par la consommation des récoltes du début d'année 2024, l'agriculture restant une source principale de revenu pour les populations d'une large majorité des localités (85%), bien que l'accès aux terres soit resté la première difficulté rapportée par les IC limitant la pratique de l'agriculture.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

Alors que le pourcentage de localités dans lesquelles la majorité de la population utilisait une source améliorée pour boire restait similaire lors des deux périodes analysées (36% dans les deux analyses), il a été rapporté dans un pourcentage moins important de localités que la majorité de la population utilisait une eau de surface pour boire (5% contre 26% en novembre 2023). Toutefois, il semble qu'une majorité de la population devait compter plus de 30 minutes pour aller à la source d'eau principale, attendre pour récupérer l'eau et revenir dans un pourcentage plus élevé de localités évaluées en mars 2024 (37% contre 19% en novembre), un nombre de points d'eau insuffisant était plus souvent rapporté comme première difficulté limitant l'accès à l'eau potable (43% contre 31% en novembre).

Santé

Selon les IC, lors des deux périodes évaluées, la majorité de la population avait accès aux soins de manière indiscriminée dans 75% des localités évaluées. De plus, en novembre, dans 74% des localités évaluées, la majorité de la population pouvait se rendre à une structure de santé fonctionnelle en moins d'une heure de marche, contre 84% en mars. Les coûts des soins demeuraient la principale difficulté rapportée lors des deux périodes évaluées. Dans plus de la moitié des localités évaluées lors des deux périodes analysées, il était rapporté que la majorité de la population ne disposait pas de moustiquaires.

Protection

Le sentiment d'insécurité a légèrement augmenté dans les ZS évaluées. En mars, les IC avaient rapporté que dans 92% des localités évaluées, la population ne se sentait pas en sécurité, contre 88% en novembre. Lors des deux périodes, il a été rapporté que la majorité de la population ne pouvait se déplacer librement dans plus de trois quarts des localités évaluées (77% en mars 2024, contre 76% en novembre 2023), le plus souvent expliqué par la crainte pour la sécurité au sein de toutes les ZS, lors des deux périodes évaluées.

Education

Alors qu'aucun enfant en âge d'aller à l'école primaire n'aurait suivi régulièrement une éducation formelle dans près d'un tiers des localités évaluées en fin d'année 2023 (34% pour les filles, 32% pour les garçons), ce pourcentage s'est dégradé à près de 50% des localités évaluées en mars (53% pour les filles et pour les garçons). L'insécurité pour se rendre à l'école était la principale difficulté à laquelle faisait face les ménages pour accéder à l'éducation la plus souvent rapportée dans les localités évaluées en mars 2024. En novembre 2023, des frais scolaires trop élevés étaient rapportés le plus souvent comme principale difficulté pour accéder à l'éducation.

Redevabilité

Moins d'un quart des localités évaluées (22%) avait reçu une aide humanitaire au cours des 6 mois précédant la collecte de données de novembre 2023. Ce pourcentage s'élevait à 37% en mars 2024. Le principal besoin rapporté par les IC pour la majorité de la population restait la nourriture, mais les besoins en santé et en eau ont été rapportés de manière plus fréquente comme étant prioritaires (dans le top 3 des besoins pour la population dans 37% contre 19% des localités en mars pour la santé, et dans 28% contre 20% pour l'eau).

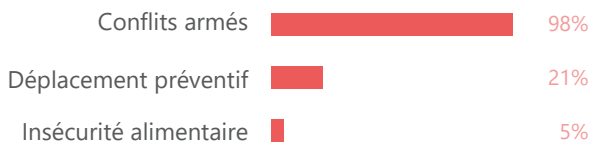
Chocs et dynamiques de déplacements

Dans **90%** des localités évaluées, la population avait été affectée par un choc au cours des 30 jours précédant la collecte de données, correspondant dans **79%** des cas à des conflits armés et dans **11%** des cas à des rumeurs d'attaques. En particulier dans les ZS de Mweso (**81%**) et de Kirotshé (**89%**), une immense proportion de localités évaluées avaient subi un choc entraînant un large départ de plus de la moitié de la population.

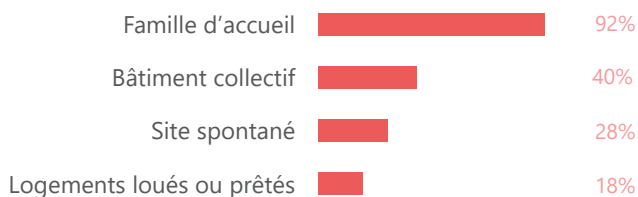
Personnes Déplacées Internes (PDI)

Dans **96%** des localités évaluées, la présence de PDI a été rapportée. Ces PDI représentaient le groupe de population majoritaire dans **20%** de localités concernées. Une meilleure situation sécuritaire et la présence d'autres membres de la famille étaient respectivement rapportés dans **60%** et **58%** des localités concernées comme raisons principales pour expliquer le choix de la localité de déplacement. Un rétablissement de la sécurité dans la localité d'origine a été rapportée comme condition principale pour un éventuel retour vers celle-ci, dans **95%** des localités concernées.

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer le départ des PDI depuis leur localité d'origine, en % de localités évaluées¹ : (3 réponses les plus souvent citées, 195 localités concernées)

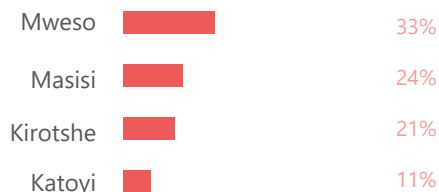


Principaux types de lieux dans lesquels vivaient les PDI dans leur localité de déplacement, en % de localités évaluées² : (195 localités concernées)

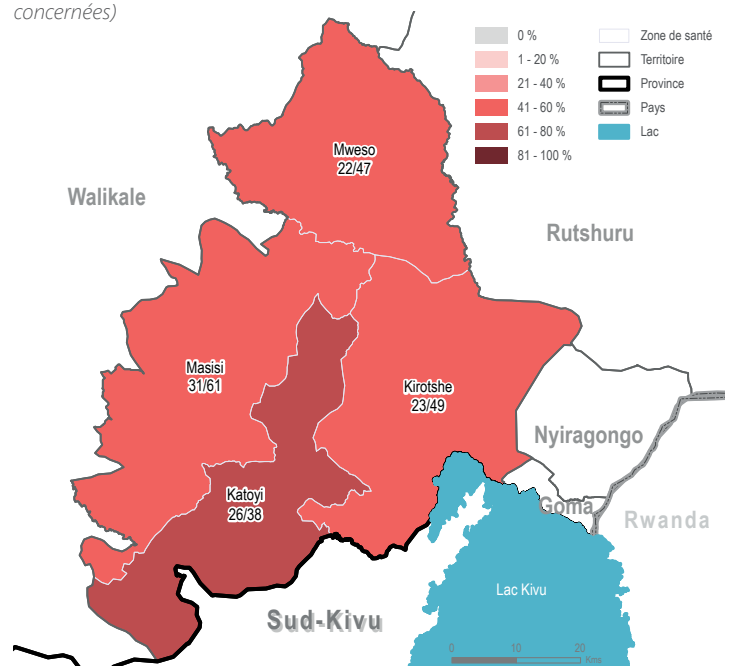


Dans **99%** des localités concernées, l'arrivée de PDI a eu un impact sur les ressources alimentaires disponibles, selon les IC. L'impact a été considéré comme fort dans **67%** des localités. Malgré cela, la communauté hôte était prête à assister les PDI aussi longtemps que nécessaire dans **82%** des localités concernées.

ZS d'origine des PDI en % des localités évaluées³, top 4 : (195 localités concernées)



% de localités évaluées où l'arrivée d'un nombre important² de PDI a été rapportée au cours du mois précédant la collecte des données, par ZS : (195 localités concernées)



L'ensemble du territoire du Masisi était fortement touché par les conflits armés, entraînant d'importants mouvements de population au sein du territoire. Les mouvements de déplacements restaient cependant principalement intra-ZS d'après les IC. En effet, dans la ZS de Katoyi, 45% des localités accueillant des PDI principalement provenant de cette même ZS. C'était le cas respectivement pour 59%, 48% et 85% des localités des ZS de Kirotshé, de Masisi et de Mweso.

Personnes retournées



Dans **77%** des localités évaluées, la présence de personnes retournées⁴ a été rapportée au cours du mois précédant la collecte de données.

3 raisons les plus souvent citées pour expliquer la présence de personnes retournées dans leur ville d'origine, en % de localités évaluées² : (158 localités concernées)



¹ Les IC avaient la possibilité de sélectionner un maximum de 3 réponses pour répondre à cette question.

² Question à choix multiples. Plusieurs réponses étaient possibles.

³ Les IC avaient été interrogés sur la ZS d'origine de la majorité des personnes déplacées arrivées lors de la dernière vague importante dans leur localité.

⁴ Toutes les personnes qui sont volontairement retournées dans leur zone d'origine, sans nécessairement avoir rejoint / retrouvé leur logement ou localité exacte d'origine depuis moins d'un an.



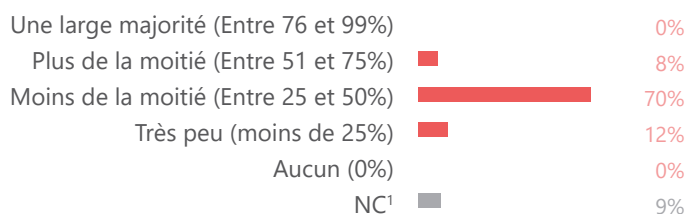
Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

La faim était rapportée comme importante dans **75%** de l'ensemble des localités évaluées. Ce pourcentage était plus élevé (**87%**) dans la ZS de Mweso. Face à ces difficultés d'accès à la nourriture, plusieurs ménages avaient adopté des stratégies dont les plus fréquemment rapportées étaient l'emprunt d'argent auprès d'un proche (**61%**), la diminution du nombre de repas journaliers (**55%**), ou encore la demande de la nourriture ou de l'argent auprès des personnes non-apparentées (**23%**).

Perception du niveau de la faim de la majorité de la population, en % de localités évaluées : (204 localités concernées)



Proportion rapportée des ménages ayant eu accès à suffisamment de nourriture, en % de localités évaluées : (204 localités concernées)

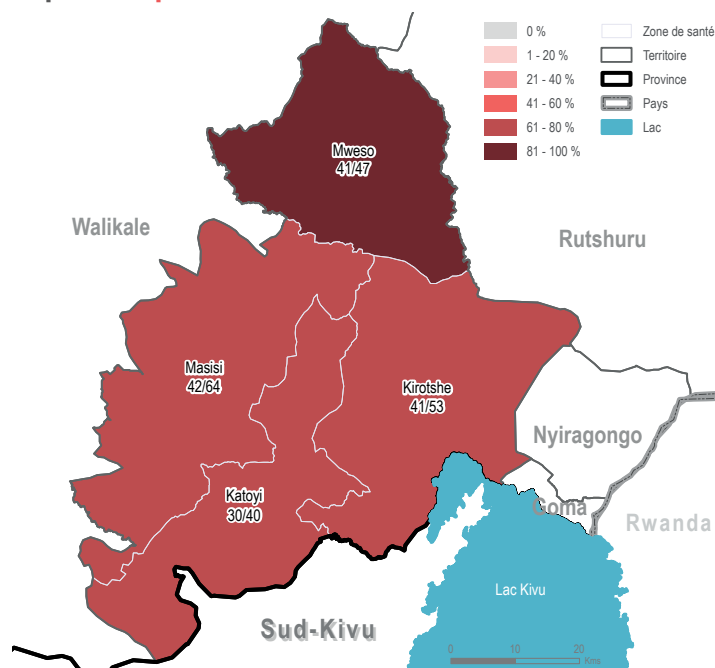


L'agriculture était l'une des principales sources de revenu dans le territoire du Masisi, notamment dans les ZS de Katoyi (**90%**) et Masisi (**89%**), suivies par Kirotshé (**83%**) et Mweso (**78%**). Cependant, au cours des trois mois précédant la collecte de données, **79%** des localités évaluées ont signalé la destruction de leurs cultures, pourcentage plus élevé (**85%**) dans la ZS de Kirotshé, ZS particulièrement sous pression depuis le début de l'intensification de la crise frappant l'est du pays².

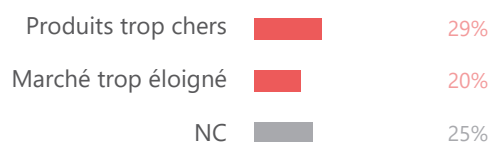
Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant la pratique de l'agriculture de façon optimale pour les ménages, en % de localités évaluées³ : (204 localités concernées)

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Accès aux terres non sécurisé, criminalité et/ou conflits armés dans la zone	66%	2%	3%
Vols ou pillages des cultures	5%	28%	7%
Manque de semences et/ou d'outils	6%	8%	21%
Manque ou insuffisance de terres cultivables	3%	17%	1%
Aucune difficulté	0%	2%	15%
Abondance des pluies, inondations	2%	3%	7%
Manque de main d'oeuvre	0%	2%	8%
Infertilité du sol	1%	3%	2%
NC	14%	30%	32%

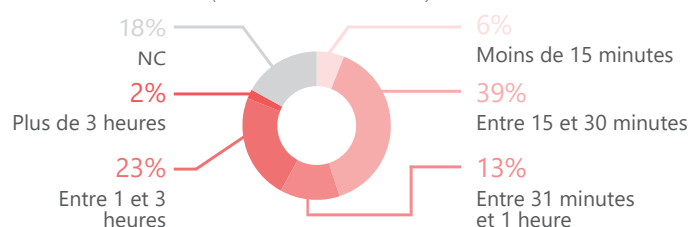
% de localités évaluées où le niveau de faim de la majorité de la population était rapporté comme important, par ZS :



Principales difficultés rencontrées par la majorité des ménages pour utiliser le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées, 204 localités concernées)



Durée de marche pour la majorité des ménages pour rejoindre le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées : (204 localités concernées)



Principales sources de revenu rapportées pour les ménages, en % de localités évaluées⁴ : (3 réponses les plus souvent citées, 204 localités concernées)



¹ Non consensus (NC) est utilisé lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données (voir méthodologie page 8).

² Pour un zoom sur les résultats de cette évaluation sur la ZS de Kirotshé, ainsi que de celle de Minova, voir la [fiche d'information sur le suivi de la situation humanitaire de Kirotshé et de Minova](#), REACH, avril 2024.

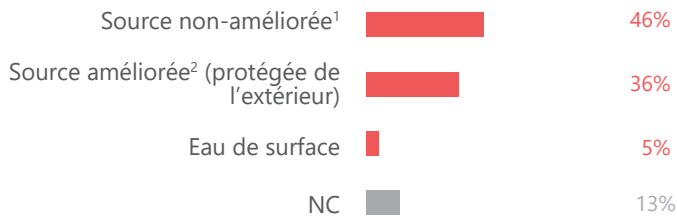
³ La réponse "Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois. Les difficultés principales qui n'ont pas été soulevées dans au moins 5% des localités évaluées ne sont pas indiquées dans le tableau.

⁴ Question à choix multiples. Plusieurs réponses étaient possibles.



Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

Principale source d'eau utilisée par la population pour boire, en % des localités évaluées : (204 localités concernées)

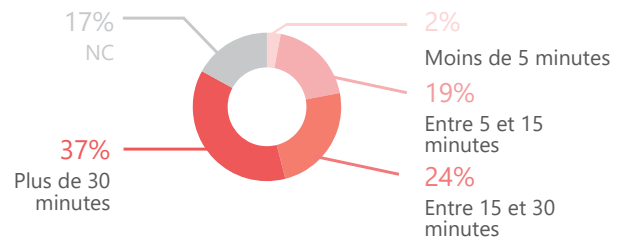


Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès à l'eau potable pour la majorité de la population, en % de localités évaluées^{3,4} :

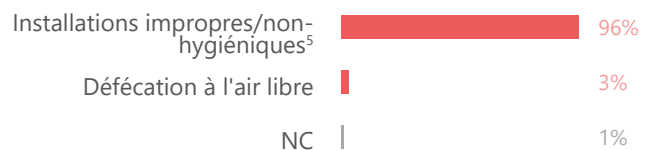
	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Aucune difficulté	10%	23%	56%
Nombre insuffisant de points d'eau	43%	8%	1%
Manque de récipients	9%	15%	15%
Qualité de l'eau / eau non-potable	7%	26%	6%
Point d'eau principal trop éloigné/difficile d'accès	9%	1%	2%
NC	17%	23%	56%

La majorité de la population ne disposait pas de savon et/ou de système fonctionnel de lavage des mains dans **81%** des localités évaluées.

Temps nécessaire estimé pour la majorité de la population pour se rendre à la source d'eau principale, récupérer l'eau et rentrer chez soi, en % de localités évaluées : (204 localités concernées)



Difficultés principales qui limitaient l'accès aux installations sanitaires/latrines pour la majorité de la population, en % de localités évaluées : (3 réponses les plus souvent citées, 204 localités concernées)



Selon les IC, dans **91%** des localités évaluées, la majorité de la population utilisait des latrines qui n'étaient pas propres⁵. Dans 22% des localités évaluées, celles-ci n'étaient pas séparées par genre. De plus, dans **47%** des localités évaluées, le principal problème d'assainissement observé autour des ménages de la localité enquêtée était la présence de matières fécales.

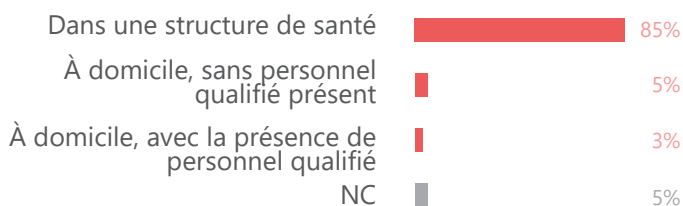


Santé

Selon les IC, la majorité de la population avait accès aux soins de manière indiscriminée dans **75%** des localités évaluées. Toutefois, dans **12%** des localités évaluées, la majorité de la population ne pouvait pas se rendre à la structure de santé fonctionnelle la plus proche en moins d'une heure de marche à pied.

La moustiquaire, outil de base dans la lutte contre les maladies à transmission vectorielle, était peu utilisée, la majorité de la population n'en disposant pas dans **61%** des localités évaluées.

Principal lieu dans lequel la majorité des femmes ont accouché, en % de localités évaluées : (204 localités concernées)



Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès aux soins pour la majorité de la population, en % de localités évaluées⁴ : (204 localités concernées)

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	9%	18%	43%
Manque de médicaments disponibles	18%	40%	9%
Coût des soins trop élevé (soins, médicaments, etc.)	36%	13%	9%
Qualité insuffisante des soins fournis	2%	5%	17%
Insécurité pour se rendre dans les structures de santé	8%	3%	2%
Manque de personnel de santé qualifié	2%	7%	5%
Structures de santé trop éloignées	5%	1%	0%
NC	19%	11%	13%

¹ Une source est non-améliorée quand elle n'est pas protégée de l'extérieur, p.ex. puits creusé non-couvert/traditionnel, source naturelle non-aménagée, etc.

² Une source d'eau est améliorée quand elle est protégée de l'extérieur, p.ex. eau courante/robinet, puits creusé couvert, puits à pompe/forage, camion-citerne/charrette avec citerne, kiosque/écluse/boutique à eau, eau de pluie, eau en bouteille/sachet, etc.

³ Les réponses NC ne sont pas affichées pour cet indicateur.

⁴ Les IC indiquaient successivement les 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} difficultés principales selon l'ordre d'importance qu'ils estimaient. La réponse "Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois. Les difficultés principales qui n'ont pas été soulevées dans au moins

5% des localités évaluées ne sont pas indiquées dans le tableau.

⁵ Latrines à fosse sans dalle ou plateforme, trous ouverts, etc.



Protection



Dans **92%** des localités évaluées, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la plupart du temps.

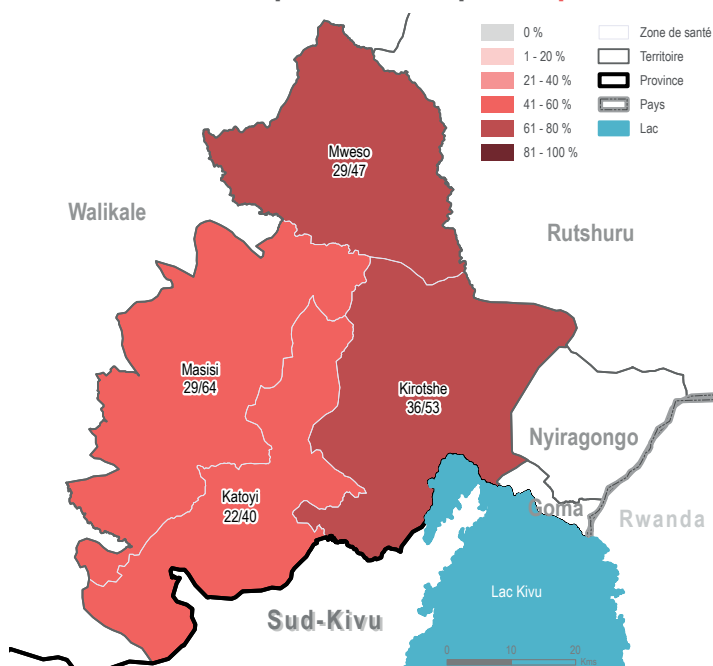
Dans **76%** des localités évaluées, il y a eu au moins un incident dans lequel un ou plusieurs civils. ont été tués, incidents très majoritairement dus aux attaques armées (100/156) et à la criminalité (54/156). Dans **75%** des localités évaluées, il a été rapporté qu'au moins une habitation a été pillée, incendiée ou détruite lors d'un incident au cours du mois précédant la collecte de données.

Selon les IC, la majorité de la population ne pouvait pas se déplacer librement dans **77%** des localités évaluées. Pour **92%** de ces localités (146/158), la crainte pour la sécurité était rapportée par les IC comme raison limitant les mouvements de la majorité de la population. Il a aussi été rapporté dans **26%** de ces localités, des restrictions imposées par des groupes armés, limitant la liberté de mouvements.

Par ailleurs, les IC ont rapporté la présence de restes d'explosifs de guerre dans **59%** des localités évaluées.

La présence de mineurs non-accompagné.es. a été signalée dans **94%** des localités évaluées. Dans **58%** des localités évaluées, il a été rapporté qu'une partie des enfants était impliquée dans des activités économiques en dehors du travail domestique.

% de localités évaluées où le harcèlement et les violences sexuelles était le principal risque auquel les femmes de 18 ans et plus étaient exposées, par ZS :



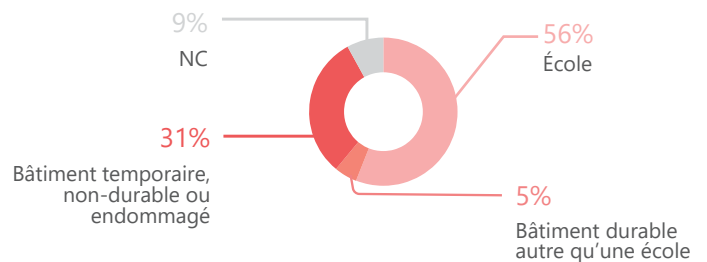
Éducation

Dans **55%** des localités évaluées, aucune école primaire fonctionnelle n'était accessible à moins d'une heure de marche pour la majorité des enfants, principalement pour des raisons de sécurité (**93%**).

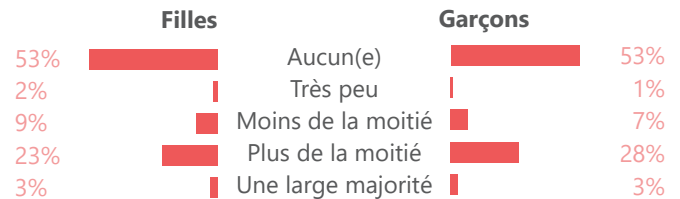
L'insécurité frappait le secteur de l'éducation particulièrement dans les ZS de Kirotshe et de Mweso, dans lesquelles les écoles étaient rapportées comme inaccessibles pour raisons sécuritaires dans respectivement 70% et 83% des localités évaluées.

Principal type de lieu utilisé pour l'éducation de la majorité des enfants (6-11 ans) ayant accès à une école primaire fonctionnelle, en % de localités évaluées :

(88 localités concernées)

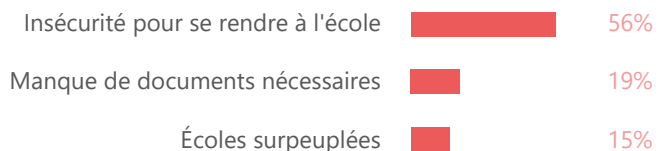


Proportion¹ des filles et garçons de 6 à 11 ans suivant régulièrement une éducation formelle, en % de localités évaluées² : (204 localités concernées)

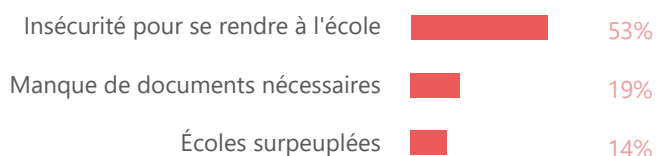


Dans **56%** des localités évaluées, aucune école secondaire fonctionnelle n'était accessible à moins d'une heure de marche pour la majorité des adolescents.es. Lorsque l'école n'était pas accessible, elle était également principalement inaccessible pour des raisons de sécurité (**90%**).

Principales difficultés limitant l'accès à l'éducation pour la majorité des garçons de 6 à 11 ans, en % de localités évaluées³ : (3 réponses les plus souvent citées, 204 localités concernées)



Principales difficultés limitant l'accès à l'éducation pour la majorité des filles de 6 à 11 ans, en % de localités évaluées³ : (3 réponses les plus souvent citées, 204 localités concernées)



¹ Très peu : Entre 1% et 24% ; Un peu moins de la moitié : Entre 25% et 50% ; Un peu plus de la moitié : Entre 51% et 75% ; Une large majorité : Entre 76% et 100%.

² Les réponses NC ne sont pas affichées pour cet indicateur.

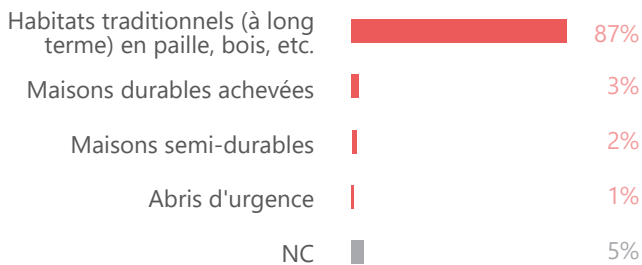
³ Question à choix multiples. Plusieurs réponses étaient possibles.



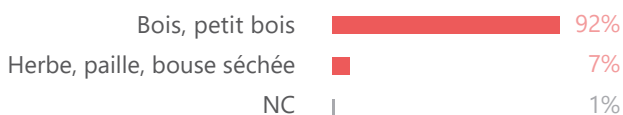
Abris

Dans **59%** des localités évaluées, la majorité de la population autochtone / hôte ne disposait pas de support de couchage et de couvertures. Cette part montait à **90%** pour les personnes déplacées (PDI et / ou retournées).

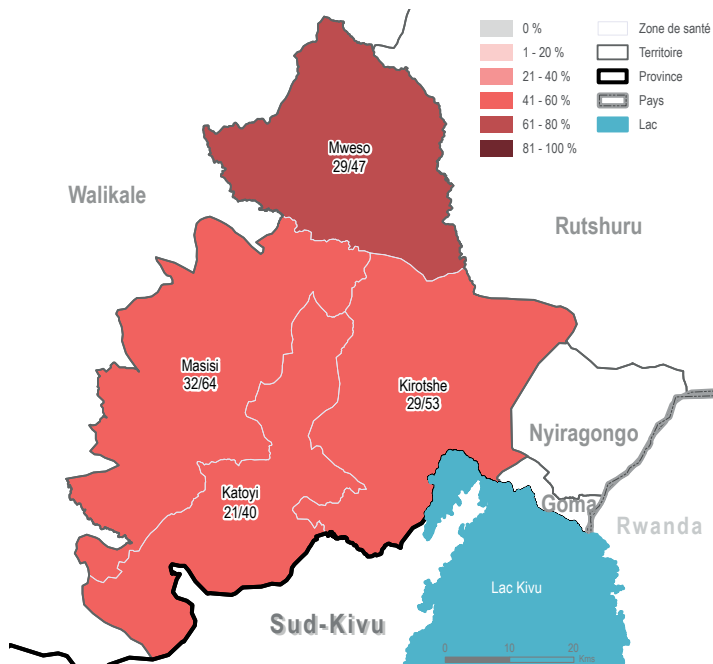
Principal type d'habitation utilisé par la majorité de la population autochtone / hôte, en % de localités évaluées : (202 localités concernées)



Principal type de combustible utilisé pour cuisiner et se chauffer par la majorité de la population, en % de localités évaluées : (204 localités concernées)

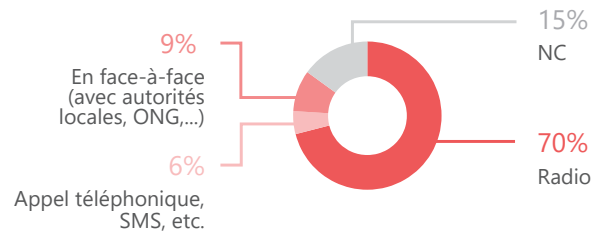


% des localités évaluées n'ayant bénéficié d'aucune forme d'assistance humanitaire au cours des 6 derniers mois précédant la collecte de données, selon les IC, par ZS:



Redevabilité et communication

Moyen préféré pour recevoir des informations selon les IC, en % de localités évaluées : (204 localités concernées)



Dans **32%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas la possibilité d'écouter la radio.



Dans **31%** des localités évaluées, la couverture par un réseau téléphonique n'était pas disponible en continu sans aucune interruption pendant plus de 24 heures.

Dans **37%** des localités évaluées, une aide humanitaire a été apportée au cours des 6 derniers mois précédant la collecte de données. Parmi les localités concernées, l'aide n'a pas permis de répondre à temps aux besoins de la majorité des bénéficiaires (**64%**) et était jugée insuffisante en quantité (**31%**), en qualité (**3%**) ou les deux (**33%**) par les IC.

De plus, la population aurait été consultée en amont sur ses besoins dans **85%** des cas (64/75), mais son avis n'aurait pas été pris en compte dans plus de la moitié de ces localités (33/64).



Dans **54%** des localités évaluées, la majorité de la population n'aurait pas connaissance de comment les organisations décident quelle population reçoit l'assistance et qui ne la reçoit pas.



Dans **16%** des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas connaissance de mécanisme de gestion des plaintes pour atteindre les prestataires de l'assistance humanitaire.

Besoins prioritaires d'intervention humanitaire pour la majorité de la population, rapportés par ordre d'importance¹, en % de localités évaluées :

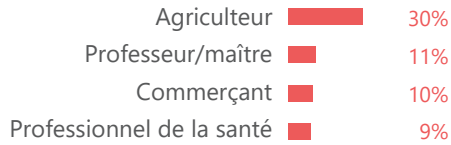
	1 ^{er} besoin	2 ^{ème} besoin	3 ^{ème} besoin
Nourriture	42%	12%	6%
Soins médicaux	5%	14%	18%
Eau	7%	11%	10%
Rétablissement de la sécurité dans la localité ou celles des PDI	12%	7%	7%
Accès à des moyens financiers (cash)	1%	12%	8%
Articles Ménagers Essentiels ou d'hygiène (casseroles, bidons, habits, etc.)	1%	4%	11%
NC	23%	25%	25%

¹ Les IC indiquaient successivement les 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} besoins prioritaires en termes d'intervention humanitaire selon l'ordre d'importance qu'ils estimaient. La réponse "Aucun besoin / Pas d'autre besoin" était à chaque fois possible et un même type de besoin ne pouvait être rapporté deux fois. Les secteurs d'intervention pour lesquels un besoin humanitaire n'a pas été rapporté dans au moins 15% des localités évaluées ne sont pas indiqués dans le tableau.



Profils des IC enquêtés

La profession des IC était : (4 réponses les plus souvent citées)

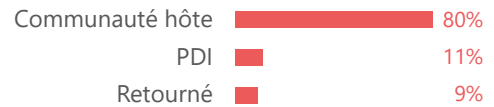


430 IC



87% Hommes
13% Femmes

Le statut de déplacement des IC était :



Méthodologie

Le projet de Suivi de la situation humanitaire mis en œuvre par REACH en RDC et sa méthodologie sont détaillés dans les [Termes de références](#).

La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite "zone de connaissance". Elle a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées sont des perceptions sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC) par téléphone.

Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans le territoire. Sauf indication contraire, les résultats présentés dans ce document pour chaque indicateur

portent sur la période de rappel de 30 jours précédant la collecte de données. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données, le résultat est rapporté sous forme de "Non consensus" (NC). Les données, rapportées par pourcentage de localités évaluées, sont présentées dans le document selon les critères suivants :

- Cartes : données rapportées par ZS
- Texte, graphiques et tableaux : données rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire).

À l'échelle d'une ZS, les résultats sont rapportés uniquement si un seuil minimal de couverture de 10% de localités évaluées a été atteint (sur le total de localités répertoriées). Dans le cas contraire, les résultats obtenus dans cette ZS ne sont pas intégrés aux analyses.

Publications HSM

Nord-Kivu, [évaluation rapide \(ER\), besoins multisectoriels des populations déplacées en familles d'accueil dans Goma](#), avril 2024

Nord-Kivu, [ER, Impact de l'intensification de la crise de déplacement sur les marchés de Goma et leur accessibilité par les PDI sur site](#), avril 2024

Nord-Kivu & Sud-Kivu, [ZS de Kirotshé et de Minova](#), mars 2024

Ituri, [territoire de Mambasa](#), février 2024

Sud-Kivu, [territoire de Fizi](#), février 2024

Tshopo, [ER, besoins post-inondations](#), février 2024

Ituri, [territoire de Mahagi](#), janvier 2024

Nord-Kivu, [territoires de Beni & d'Oïcha](#), janvier 2024

Sud-Kivu, [territoire de Shabunda](#), janvier 2024

Tanganyika, [territoire de Manono](#), janvier 2024

Maniema, [territoire de Kabambare](#), décembre 2023

Sud-Kivu, [ER, réponse post-catastrophe](#), décembre 2023

Ituri, [territoire de Djugu](#), décembre 2023

Tanganyika, [territoire de Nyunzu](#), novembre 2023

Nord-Kivu, [territoire du Masisi](#), novembre 2023

Sud-Kivu, [territoires de Shabunda, Kabare & Walungu](#), novembre 2023

Ituri, [territoire d'Irumu](#), novembre 2023

Nord-Kivu, [ER auprès de prestataires de services VBG](#), novembre 2023

Nord-Kivu, [territoires de Beni & d'Oïcha](#), octobre 2023

Sud-Kivu, [territoire de Fizi](#), octobre 2023

Tanganyika, [territoire de Kalemie](#), septembre 2023

À propos de REACH

REACH Initiative facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination interagences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAT).